



Les Lilas, le 3 avril 2018

Communiqué de la FSU

La FSU exprime son soutien aux agent.e.s de la SNCF en grève

Pour la FSU, la contre réforme que compte mener le gouvernement pour l'avenir de la SNCF ne répond à aucun impératif réglementaire ou financier ni à aucune nécessité de service public. Alors que notre pays a besoin de voir se développer et se moderniser son service public ferroviaire, le gouvernement organise son démantèlement.

Contrairement à ce que propage le gouvernement, les cheminots ne sont pas responsables de la dette de 55 milliards d'euros qui est essentiellement due aux orientations des 30 dernières années au profit du développement exclusif du TGV.

Ce projet de contre réforme ne répond pas non plus aux impératifs d'aménagement du territoire en remettant en cause l'avenir des « petites lignes ». Déjà, depuis plusieurs années, la SNCF a ralenti, parfois stoppé, les investissements nécessaires à l'entretien et aux travaux sur ces lignes. Le gouvernement présente cette réforme sous couvert de nécessité de modernisation. Les mêmes promesses d'investissements et de développement avaient été faites pour le Fret SNCF ouvert à la concurrence il y a plus de 10 ans. Or, aujourd'hui le constat est que le transport Fret a été fortement réduit, reléguant aux oubliettes l'amélioration du trafic routier et la réduction de l'empreinte écologique.

Au même titre que les fonctionnaires possèdent un statut qui permet l'égalité de traitement et d'accès au service public par tou.te.s les citoyen.ne.s, le statut des cheminots et celui de la SNCF (entreprise publique) permettent de ne pas soumettre la sécurité des voyageurs aux seules injonctions du profit économique.

Pour toutes ces raisons la FSU tient à témoigner de sa solidarité pour les agent.e.s de la SNCF en lutte. Elle considère que l'avenir des transports ferroviaires devrait faire l'objet d'un grand débat public.